



BILAN

du gouvernement
conservateur

POURQUOI FAUT-IL SE DÉFAIRE des conservateurs de Stephen Harper ?

Comme nous le faisons avant chaque élection fédérale ou québécoise, la CSQ produit un bilan du gouvernement sortant. Le bilan que nous produisons aujourd'hui fournit de nombreux motifs qui nous poussent à lancer un appel à défaire les conservateurs lors de la prochaine élection. Je vous invite à prendre le temps de le lire attentivement.

Stephen Harper avait déclaré, lorsqu'il avait été élu premier ministre la première fois en 2006, que nous ne reconnaitrions plus le Canada lorsqu'il en aurait terminé avec son programme. Malheureusement, il avait raison. Le Canada n'est plus un exemple pour le monde. Avant, le Canada était à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique ; aujourd'hui, il est l'une des pires menaces au climat de la planète. Avant, le Canada envoyait des Casques bleus dans des missions de paix ; aujourd'hui, il intervient militairement en Irak et adopte un ton belliqueux sur la scène internationale.

Depuis son accession au pouvoir, nous avons maintes fois dénoncé ses orientations et politiques, car elles portent atteinte à la survie et au développement des services publics, elles menacent les législations du travail et l'exercice des droits syndicaux, et elles accentuent les inégalités sociales.

Lors de notre congrès en 2012, les membres présents avaient demandé à la CSQ de mettre tout en œuvre pour dénoncer et combattre toute idéologie allant à l'encontre de nos valeurs, notamment celle prônée par le gouvernement fédéral dirigé par les conservateurs. En octobre prochain, nous aurons l'occasion de faire barrage au Parti conservateur, en allant voter massivement.

Bonne lecture,



Louise Chabot
Présidente de la CSQ

De multiples raisons pour voter **contre Harper !**

Un bilan environnemental désastreux

Depuis leur arrivée au pouvoir, les conservateurs ont tout fait pour saboter les avancées du Canada en matière de protection de l'environnement.

Ils ont abrogé la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, dissous la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, remanié la Loi sur les pêches, la Loi sur les espèces en péril et la Loi sur la protection de la navigation.

Ils ont torpillé les négociations du protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Le Canada s'est retiré de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification en 2013 (192 pays l'ont signée, le Canada est maintenant le seul pays à ne pas en faire partie).

Les conservateurs ont diminué les cibles de réduction des gaz à effet de serre. Ils ont réduit la protection de la biodiversité, les exigences des évaluations environnementales et l'accès aux consultations publiques pour faciliter l'approbation de projets industriels. Ainsi, l'évaluation environnementale que l'Office national de l'énergie fera du projet d'Énergie Est ne peut pas tenir compte de l'augmentation des gaz à effet de serre, même si cet oléoduc, à lui seul, transportera 1,1 million de barils de pétrole par jour. C'est comme si l'on ajoutait 7 millions de véhicules sur les routes du Québec.

Une déréglementation dangereuse des transports

Les conservateurs ne se sont pas souciés des risques pour la population que cause la déréglementation dans les transports, dont l'une des conséquences les plus dramatiques fut l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic, le 6 juillet 2013. Il a détruit le centre-ville et une quarantaine d'édifices ainsi que tué 47 personnes. À la suite de cette tragédie, le gouvernement fédéral ne s'est pas empressé d'adopter de nouvelles lois pour rendre plus sécuritaire le transport du pétrole par train et mieux protéger la population.

Le Canada s'est retiré de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification en 2013 (192 pays l'ont signée, le Canada est maintenant le seul pays à ne pas en faire partie).

Un antisyndicalisme primaire

La vision du gouvernement Harper des relations du travail va à l'encontre des lois canadiennes du travail. En 2011 et 2012 seulement, les conservateurs ont adopté 5 lois spéciales pour forcer le retour au travail, mettre un terme à des négociations ou imposer une offre finale chez Postes Canada, Air Canada et Canadien Pacifique (Canadian Pacific Railway).

En 2013, les conservateurs ont modifié les normes de santé et de sécurité au travail dans la fonction publique pour réduire la possibilité d'utiliser le droit de refus.

En 2015, ils ont adopté une loi pour rendre plus difficile la syndicalisation et faciliter la désyndicalisation des employées et employés de juridiction fédérale (C-525). Ils s'apprêtent à voter une loi qui obligerait les syndicats à publier tous les détails de leurs finances d'une manière qui n'est exigée à aucune autre association citoyenne, par exemple les associations patronales (C-377).

lois spéciales
pour forcer le retour
au travail

Amputation des crédits d'impôt aux fonds de travailleuses et de travailleurs

Malgré une mobilisation tous azimuts au Québec pour réclamer le maintien des crédits d'impôt dont jouissent les fonds de travailleuses et travailleurs, car ces fonds fournissent du capital de risque à de nombreuses PME, le gouvernement conservateur a décidé d'aller de l'avant avec leur élimination. Cette mesure a été adoptée dans le budget du printemps 2013.

Des attaques aux droits des personnes retraitées

Dans le budget de 2012, les conservateurs ont décidé de faire passer graduellement de 65 à 67 ans l'âge minimum pour obtenir la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Cette décision entrainera une réduction de revenu de 13 000 dollars pour chaque aîné et aînée au Canada.

Le mépris du Parlement

Depuis qu'il a obtenu une majorité au Parlement, le gouvernement Harper a multiplié les recours au bâillon, il a refusé de prendre en considération les résultats des comités parlementaires et il a changé des lois majeures sans consultation, en faisant adopter des projets de loi budgétaires mammoths.

Le premier ministre Harper a refusé systématiquement de répondre aux questions de l'opposition lors des périodes de questions. De plus, il a fermé deux fois le Parlement par prorogation, parce qu'il n'était pas d'accord avec les débats. Cela ne s'était jamais vu dans l'histoire parlementaire canadienne. Enfin, il a éliminé le système de financement public des partis politiques, qui leur permettait de récolter un budget équivalent à deux dollars par vote reçu. Il se débarrasse ainsi des règles plus strictes qui avaient été adoptées dans la foulée du scandale des commandites et qui limitaient la portée et l'influence des dons provenant des particuliers. Cette allocation par vote était pourtant un mécanisme assez efficace pour lutter contre la corruption en politique.

**Le premier ministre Harper a fermé
deux fois le Parlement par prorogation,
parce qu'il n'était pas d'accord avec les débats.**

L'obsession sécuritaire

À l'instar des partis les plus conservateurs en Occident, dont le Parti républicain aux États-Unis, le gouvernement Harper souffre d'une obsession sécuritaire, qui s'est manifestée le 6 mai dernier par l'adoption du projet de loi antiterroriste C-51.

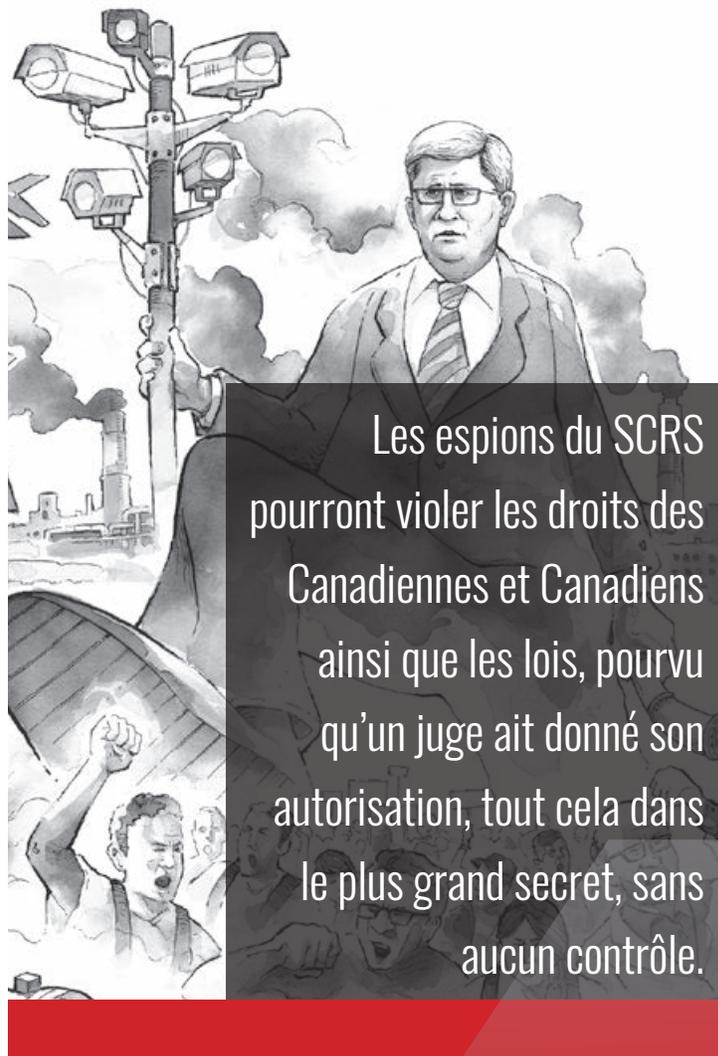
Cette nouvelle loi accorde aux forces de police et au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) de nouveaux pouvoirs qui vont bien au-delà de ce qui est nécessaire, pour assurer la sécurité de la population. En effet, les espions du SCRS pourront violer les droits des Canadiennes et Canadiens ainsi que les lois, pourvu qu'un juge ait donné son autorisation, tout cela dans le plus grand secret, sans aucun contrôle. Même aux États-Unis et en Grande-Bretagne, où l'on a adopté des lois antiterrorisme, on a eu la décence d'encadrer les pouvoirs donnés aux forces de police et de renseignement, ce qu'a refusé le gouvernement Harper.

Les agents du SCRS pourront dorénavant « perturber » les activités de gens qui menacent la « sécurité du Canada ». Ils pourront aussi s'attaquer aux écologistes ou aux protestataires autochtones puisque la « sécurité du Canada » est définie de manière très large dans le projet de loi, incluant la sécurité économique.

Une politique étrangère qui a transformé l'image du Canada

Les citoyennes et citoyens canadiens se reconnaissent de moins en moins dans le rôle joué par leur pays sur la scène internationale. Depuis l'élection du gouvernement Harper, la politique étrangère canadienne se caractérise par :

- 👉 sa loyauté quasi aveugle envers le voisin américain ;
- 👉 son attachement accru à la monarchie britannique ;
- 👉 la valorisation de l'identité militaire ;
- 👉 l'augmentation du budget de la défense ;
- 👉 le soutien indéfectible au gouvernement israélien ;
- 👉 l'intervention au Moyen-Orient ;
- 👉 le soutien à l'industrie pétrolière ;
- 👉 le désengagement à agir sur le plan environnemental ;
- 👉 la réorientation de l'aide étrangère là où se trouvent ses intérêts économiques ;
- 👉 les positions ambiguës en matière de défense des droits de la personne ;
- 👉 la place accrue de la religion ;
- 👉 une attitude désinvolte à l'égard des institutions multilatérales, en particulier des Nations unies.



Les espions du SCRS pourront violer les droits des Canadiennes et Canadiens ainsi que les lois, pourvu qu'un juge ait donné son autorisation, tout cela dans le plus grand secret, sans aucun contrôle.

Les transferts fédéraux en santé menacés

Au moment de la mise en œuvre du régime public d'assurance maladie au Canada, le gouvernement fédéral assumait 50 % des coûts du régime. Cette répartition s'est maintenue jusqu'en 1977. Après des décennies de compressions, le gouvernement fédéral n'assume plus que 23 % des coûts du régime. Le gouvernement conservateur veut réduire encore plus les transferts fédéraux en santé.



Des attaques contre Radio-Canada

Radio-Canada a subi des compressions budgétaires de l'ordre de 500 millions de dollars et a dû supprimer plus de 3 000 postes. Ces compressions ont eu des conséquences dramatiques sur la programmation et sur la qualité des productions télévisuelles et radiodiffusées. La sauvegarde du diffuseur public sera à l'ordre du jour des prochaines élections.

La nouvelle noirceur moderne face aux scientifiques

Le gouvernement Harper ne s'intéresse à la science que si elle a des retombées commerciales ou si elle est favorable à l'industrie pétrolière. Les conséquences de cet obscurantisme sont flagrantes :

- 👉 Licenciement de plus de 2 000 scientifiques travaillant pour le gouvernement fédéral depuis 2009 ;
- 👉 Fermeture de près de 200 centres de recherche scientifique et d'institutions gouvernementales ;
- 👉 Annulation de 492 études d'impact environnemental ;
- 👉 Abolition du questionnaire long obligatoire lors des recensements ;
- 👉 Fermeture de 7 des 11 bibliothèques du ministère des Pêches et Océans.

Le travail des scientifiques canadiens n'est pas seulement entravé par les compressions dans leurs budgets, mais aussi par des contraintes sur leur liberté de voyager, de communiquer et de collaborer avec leurs collègues des autres pays.

Un gouvernement anti-femmes

Depuis son arrivée à la direction politique du pays, le gouvernement Harper :

- ☞ a démantelé plusieurs programmes et mesures visant la défense et la promotion des droits des femmes ;
- ☞ a diminué le budget de fonctionnement de Condition féminine Canada, provoquant la fermeture de douze bureaux régionaux ;
- ☞ a aboli le financement public des organismes de défense des droits des femmes et nié la légitimité de leur action (des groupes œuvrant depuis des décennies ont dû fermer leurs portes) ;
- ☞ a nié le droit des femmes à l'équité salariale dans la fonction publique ;
- ☞ a annulé l'entente fédérale-provinciale sur les services de garde qui aurait permis de financer le réseau québécois de services de garde ;
- ☞ etc.

Les droits des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) bafoués

En finançant et en entretenant des liens étroits avec les groupes religieux fondamentalistes, le gouvernement conservateur nuit à l'avancement de l'égalité sociale de la communauté LGBT et il nuit à la lutte contre la violence et l'intimidation dans les communautés. De plus, il n'y a jamais eu un seul représentant du cabinet Harper au défilé de la fierté à Montréal.

En plus de boudier cet événement, ce gouvernement néglige de soutenir financièrement l'organisation de la même manière qu'il finance des événements culturels comparables¹.

¹ Cet extrait est tiré de la lettre de Jasmin Roy publié sur le site Internet www.cherstephen.ca.



Les droits des autochtones à reconnaître

Après avoir recueilli pendant six ans les témoignages sur les sévices subis par les anciens élèves des pensionnats autochtones, la Commission de vérité et réconciliation du Canada a remis son rapport final. Elle conclut que les pensionnats autochtones étaient un outil central d'un génocide culturel à l'égard des premiers peuples du Canada et que seul un réengagement important de l'État pour leur permettre un accès à l'égalité des chances peut paver la voie à une véritable réconciliation. Cette commission a fait 94 recommandations, dont la tenue d'une commission d'enquête sur la disparition et l'assassinat de femmes et jeunes filles autochtones, une requête qui a à nouveau été refusée par le gouvernement Harper.



CONCLUSION

Ceci n'est qu'un bref aperçu du bilan des neuf années de pouvoir du gouvernement Harper, dont les quatre dernières à la tête d'un gouvernement majoritaire. Nous vous invitons à vous informer concernant les programmes des différents partis politiques qui s'opposeront lors de l'élection fédérale qui aura lieu le 19 octobre prochain et à aller voter massivement.

D12709

1415-281

